



**Sur les 38 ans de règne du président de Paul BIYA, l'Ingénieur Statisticien économiste Emmanuel Yangam, dans une tribune publiée dans les colonnes de Le Quotidien hier, vendredi 27 novembre 2020, compte 25 ans de croissance ininterrompue au Cameroun, de 1995 à ce jour.**

Lire l'intégralité de sa tribune:

L'actualité est marquée ces derniers mois au Cameroun par la crise sanitaire liée au nouveau corona virus mais aussi par une intense activité des agitateurs plus enclins à dramatiser la situation économique du pays. Certes, après 38 ans à la tête du pays, il faut être prétentieux pour estimer que les performances économiques du Cameroun sont en ligne avec les potentialités du pays. En même temps, il faut être un taliban ou avoir un agenda caché pour trouver désastreux le bilan économique de Paul Biya. En France, c'est un camerounais qui affirme que son pays d'origine n'a aucun stade, et qui se fait corriger sur le même plateau par un autre africain ayant visité les sites de compétitions (CHAN et CAN) retenus. Plus grave, un ancien conseiller économique du Prince a déclaré que "l'État est effondré sur tous les plans : économique, social, sécuritaire et politique". Depuis cette déclaration abjecte, aucune personne de bonne foi n'a daigné apporter la moindre réplique à ces individus qui rêvent de l'apocalypse ou veulent installer une chienlit au Cameroun. Il faut le dire tout de suite, ces apôtres du chaos puisent leur force dans des calculs et non dans des raisonnements solides

basés sur des convictions profondes. C'est une guerre entre les tenants du pouvoir et ceux qui veulent y accéder par des raccourcis, en nous faisant entendre des vertes et des pas mûres. Or, la première victime d'une guerre, c'est la vérité. Nous voulons, dans les lignes qui suivent, présenter sans prétendre à l'exhaustivité, la situation exacte de l'économie camerounaise. Conscient que la démocratie suppose aussi d'avoir des personnes honnêtes, patriotes, sincères et aimant véritablement leur pays. Cela se fera en ayant à cœur que la finalité de la politique n'est pas de répondre aux exigences de chacun mais d'améliorer la vie de tout le monde.

Pour revenir à notre sujet, les indicateurs prouvent que le Cameroun est loin du niveau alarmant que pérorient ces individus aux funestes desseins malgré un environnement national et international instable, marqué par des crises multidimensionnelles. Sur le plan macroéconomique, toute politique économique poursuit quatre objectifs principaux intermédiaires: la croissance, la stabilité des prix, l'équilibre extérieur et le plein emploi.

S'agissant de la croissance, toutes les sources de données sont formelles : le Cameroun a enregistré une croissance économique ininterrompue (d'un taux supérieur à 1,9%) depuis 1995. Cette performance a permis à notre pays de se hisser au 12ème rang des économies africaines et de demeurer l'économie la plus forte et la plus diversifiée de la CEMAC. En tenant compte du fait qu'aucun Etat ne peut se passer du rating, nous aimerions aussi partager l'avis de la 2ème agence mondiale de notation, Moody's. Malgré l'impact du Covid-19, cette agence indique dans son dernier rapport, que les perspectives économiques du Cameroun sont bonnes. Cet optimisme repose notamment sur le fait que les exportations des huiles brutes de pétrole n'ont pesé que 41,7% de la valeur des exportations en 2019, reflétant une base plus diversifiée des revenus extérieurs du Cameroun. Moody's estime aussi que les nombreux investissements publics dans les grands projets d'infrastructures, l'agriculture et l'énergie sont des points forts du Cameroun. Nous aimerions compléter en ajoutant le jeu combiné de bonnes orientations macro-économiques et de nombreux atouts (la diversité de ses ressources naturelles, sa position géographique dans la sous-région CEMAC ou dans le golfe de Guinée et une classe d'entrepreneurs relativement dynamiques). Toutefois, nous reconnaissons que le Cameroun reste confrontée à des handicaps d'ordre structurel, entre autres : i) l'insuffisance des infrastructures de base et des services publics marchands et ii) la faible compétitivité de ses produits sur le marché mondial. Nous admettons aussi que les dysfonctionnements observés en matière de gouvernance constituent un frein à l'investissement privé. Par ailleurs, des capacités insuffisantes en matière de programmation, d'élaboration, d'exécution et de suivi - évaluation des projets de développement limitent l'impact des marges de manœuvres budgétaires.

Conséquence de la croissance soutenue de son économie, le produit intérieur brut (PIB) par habitant (indicateur du niveau de vie) est sur une tendance haussière de 2010 à 2019. Le Cameroun est pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure depuis environ une décennie. S'agissant de la stabilité des prix, même si elle limite ses possibilités d'adaptation aux chocs et freine souvent sa compétitivité extérieure, l'appartenance à la Zone Franc Africaine aide le Cameroun à maintenir les taux d'inflation bas (généralement à un chiffre depuis plus de 25 ans).

En 2019, le déficit du solde des transactions s'est réduit de 0,1 point de pourcentage par

rapport à 2018 pour s'établir à 2,4% du PIB. Selon un rapport de la BEAC, le Cameroun détenait, au 31 décembre 2019, à lui tout seul plus de 50% des réserves de change de la Cemac. Ces statistiques, qui confortent le Cameroun dans son statut de locomotive économique de la zone, indiquent que notre pays a été la mamelle nourricière de l'ensemble des autres pays de cet espace communautaire. Concernant les finances publiques, le déficit budgétaire est passé de 1,9% du PIB en 2018 à 3,5% en 2019. Le ratio d'endettement est de 39,7% du PIB en 2019 contre 39,5% un an plus tôt. Le creusement du déficit budgétaire ainsi que la légère hausse du taux d'endettement s'expliquent par l'ampleur des dépenses de sécurité qui constituent un fardeau pour le budget de l'État. Il s'explique aussi par la volonté du Gouvernement de tenir ses engagements notamment le paiement régulier des salaires et plus récemment, une gestion avisée de la crise sanitaire liée au Covid-19. Le défi majeur pour le Cameroun reste l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique.

Conscient que plus les impôts et les dépenses sont efficaces plus le déficit, que le Cameroun pourra soutenir, sera élevé. Ces résultats ont été obtenus dans un contexte national marqué par une crise sécuritaire manifeste. Aux assauts des rebelles centrafricains dans l'Est, se sont ajoutés les attaques de Boko Haram dans l'Extrême nord. Et depuis fin 2016, des revendications corporatistes dans le Nord- et le Sud-Ouest ont été récupérées par des mouvements sécessionnistes, plongeant l'activité économique dans ces régions du pays dans le chaos. En effet, la persistance de ces crises influence négativement (pertes matérielles et financières) les secteurs des transports, de l'hôtellerie, des télécommunications et de l'agriculture.

S'agissant du plein emploi, le taux de chômage, bien que non suivi, serait relativement élevé au regard du nombre important de candidats enregistrés dans divers concours et recrutements, comparé aux places ouvertes. Le Cameroun éprouve des difficultés à insérer les produits de son système éducatif dans le marché de l'emploi. Ce dont il est question, c'est la façon dont le problème de chômage a été perçu, les types de solution qui ont été élaborés, et le modèle économique vers lequel l'on a abouti (qui relègue au second plan le chômage mais cible l'inflation). Les taux de croissance économique enregistrés ont été inférieurs au potentiel du Cameroun du fait du même modèle économique. En effet, profitant des premières grandes crises économiques qui allaient se révéler, le FMI et la Banque mondiale saisissent l'occasion pour devenir des gendarmes financiers arrogants. Ces institutions ont mis en route des programmes d'ajustement structurel (PAS) dont l'essentiel consistait en trois points majeurs : la réduction du train de vie de l'Etat à travers la forte réduction des dépenses publiques ; la privatisation des entreprises publiques non rentables ; la compression des personnels et agents publics pour contenir la masse salariale. Le nouveau modèle voulait que tout ce qui est soutenu par l'Etat soit mal géré, inapproprié et budgétivore. Les ravages de cette politique ont été nombreuses : presque tous les secteurs considérés comme stratégiques pour le Cameroun (et particulièrement plusieurs entreprises publiques) ont été cassés, passés pour pertes, cédés à des vilains prix, après l'adoption des PAS en 1989. Le délai externe de la politique de baisse drastique des salaires de 1993, ordonnée par ces institutions, était de cinq ans : le Cameroun est devenu champion du monde de la corruption en 1998. Elles avaient aussi insisté et obtenu l'élaboration d'un document (DSRP) pour lutter contre la pauvreté, en envoyant les DG des entreprises publiques, les directeurs et responsables des administrations publiques dans les villages. Résultat, un DG, patron d'une structure chargée de l'insertion professionnelle des jeunes et donc, qui détient l'une des armes essentielles contre ce fléau, insinuait que la pauvreté serait vaincue au Cameroun en luttant contre la sorcellerie.

Toujours pas à court d'arguments farfelus, un « expert » de la représentation résidente de la Banque mondiale à Yaoundé, indiquait que l'important n'était pas de définir la pauvreté mais de la combattre. Drôle de combat où on ignore la cible. Il n'était plus étonnant de constater que ceux qui ont plus reçu des coups étaient des pauvres. En 2013, une jeune consultante à la représentation résidente de cette même institution, fraîchement nanti d'un PHD mais se sentant suffisamment outillée, proposait au Gouvernement de former désormais les jeunes tout en les orientant vers le secteur informel. Autrement dit pour ces manitous, lutte contre la pauvreté rime avec perpétuation de la précarité de l'emploi. Les économistes des institutions de Bretton Wood ont confondu des problèmes ponctuels de gestion avec les stratégies structurelles de planification à long terme, en dénonçant nos plans quinquennaux de développement. La restitution en 2014 à Abuja (Nigeria) d'une étude, menée par un Cabinet basé au Canada et dirigé par un jeune collègue dans la profession, a relevé que le PIB par habitant du Cameroun serait de 5 000 dollars US en 2014 (contre 1 497,9 en 2019), si l'on avait continué à exécuter nos plans quinquennaux de développement. Ayant affaibli la capacité de l'Etat à concevoir, à élaborer et à mettre œuvre des réformes appropriées, le boulevard était grandement ouvert aux économistes de ces institutions internationales.

Ils se sont aperçus qu'il n'y avait pas de propositions alternatives crédibles puisque les économistes au sens large se sont laissés séduire par ces discours trop orientés et n'ont pas cultivé la conscience de l'intérêt général, développé la capacité d'exposer, de convaincre, de susciter l'adhésion et la participation. Lorsque l'on se dit économiste dans ce contexte, et qui plus est, ex-conseiller du Président de la République, ayant passé plus de temps à commenter les crises passées mais incapable de propositions crédibles pour l'avenir de son pays, on se la joue un peu moins donneur de leçons. Le sport favori est devenu l'insulte aux institutions et surtout à celui qui les incarne et pourtant, même sous un prête-nom, les arguments que nous avançons à l'époque pour éviter la braderie de la CAMTEI, ont été repris par le Gouvernement pour surseoir à la privatisation au forceps de cette entreprise stratégique. Nous sommes conscients que le Cameroun fait face à des défis titanesques ; toutefois ces défis peuvent être relevés avec l'avènement d'économistes courageux dans leur attitude à cerner des questions stratégiques et à fournir aux décideurs publics un avis désintéressé. Convaincu qu'un grand nombre de décideurs veulent faire de bonnes choses mais ne savent pas comment s'y prendre. Cela est encore plus valable pour le Président Paul Biya, qui en 1990, a dit qu'il aimerait qu'on garde de lui, l'idée de « l'homme qui a apporté la démocratie et la prospérité au Cameroun ».